

TÉMOIGNAGE DE BUSHWALTER SUR L'ASSASSINAT DES MOINES DE TIBHIRINE

Sarkozy s'implique lourdement

Les autorités françaises, à leur tête le président de la République, Nicolas Sarkozy, ont éprouvé de l'intérêt pour la déposition devant le juge de François Bushwalter sur l'assassinat en 1996 des sept moines trappistes de Tibhirine. Certes, elles ne prennent pas l'assertion du général à la retraite comme une vérité absolue mais elles ne la perçoivent pas comme une pure affabulation. Sarkozy a dit vouloir connaître la vérité.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Interrogé lundi dernier en marge du Sommet franco-britannique, le président français est resté circonspect, se suffisant d'une formule diplomatique, à savoir laisser la justice faire son travail.

Le lendemain, soit hier mardi, Sarkozy s'est montré plus disert mais surtout moins réservé. S'exprimant lors d'une conférence de presse conjointe, à Paris, avec son homologue brésilien Inacio Lula Da Silva, il a, en effet, affirmé vouloir connaître la vérité sur ce massacre.

«Je vous dis une chose, je veux la vérité. Les relations entre les grands pays, elles s'établissent sur la vérité et non pas sur le mensonge», a-t-il déclaré.

Et d'ajouter : «J'indique de la façon la plus claire que, naturellement, je lèverai le secret défense sur tout document que nous demanderons la justice. Il n'y a pas d'autre façon de faire la vérité, aucune autre façon.»

Sans aller jusqu'à le dire clairement, le président français nourrit — cela transparaît à travers sa déclaration — des appréhensions à propos de la version, avalisée en Algérie comme en France, qui attribue l'assassinat des moines de Tibhirine au GIA.

«Ce sont des faits qui remontent à l'année 1996. La justice est saisie, elle doit avoir tous les documents», a dit encore Sarkozy, insistant toujours sur cette contradiction entre le mensonge et la prétention à l'amitié.

«On ne peut dire que l'amitié entre les peuples et entre les pays peut résister aux mensonges. Il faut faire la lumière, il n'y a rien à cacher.

En tout cas, de mon point de vue, je suis vraiment déterminé à ce que la lumière soit faite», a-t-il

conclu.

Ce n'est certainement pas incidemment que le président français a évoqué l'amitié entre les peuples et les pays comme contraposée au mensonge.

D'autant qu'on sait que l'Algérie et la France ont, du temps du président Chirac, prétendu, mais en vain, parapher un traité d'amitié.

Reste à savoir à quel occulte dessein obéit cette déclaration de Sarkozy qui mêle la vérité sur l'assassinat des moines à l'amitié entre les peuples et les pays.

L'offensive française n'est, cependant, pas le fait du seul chef de l'Etat. S'y mêlent aussi des magistrats, à l'instar d'Alain Marsaud, ancien chef du service de lutte antiterroriste du parquet de Paris.

«J'ai l'impression aujourd'hui que l'ensemble des hautes autorités françaises de l'époque étaient complètement au courant de ce qui s'était passé, qu'elles n'étaient pas dupes», considère-t-il.

Pour Marsaud, proche de Charles Pasqua, l'assassinat des moines de Tibhirine «est une affaire qui a été enterrée volontairement», arguant que «les informations qui ont été données par les services de renseignements français en Algérie étaient bien remontées mais il y avait une volonté de ne pas investiguer.»

De son côté, la ministre française de la Justice, Michèle Alliot-Marie, a promis hier «tous les moyens seront déployés pour mener à bien» l'enquête sur l'assassinat des sept moines de Tibhirine en 1996.

Elle a annoncé le lancement d'investigations supplémentaires.

Ce témoignage «apporte un élément nouveau pour lequel de nouveaux éléments d'investigation sup-



«Je veux la vérité».

plémentaires seront apportés, a-t-elle, en effet, déclaré, lors de la séance des questions à l'Assemblée nationale précisant que «les magistrats disposent et continueront de disposer de tous les moyens pour mener à bien leur enquête, y compris en matière de coopération internationale». Pour la ministre française, «tout sera mis en œuvre afin de connaître les auteurs et les conditions de cet assassinat».

Alain Juppé et Hervé de Charette ne croient pas à la version de Bushwalter

Si le président français Nicolas Sarkozy se dit engagé à chercher la vérité, donc doutant de ce qui a été établi jusque-là, il n'en est pas de même de l'ancien Premier ministre, Alain Juppé, et de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charette.

Ces deux personnalités, qui étaient en fonction au moment des faits, ont esti-

mé, hier, qu'il n'y a rien à cacher. Favorable, lui aussi, à la levée du secret défense, Alain Juppé l'est pour une toute autre raison. Il a affirmé ne pas voir «ce qu'il y a à cacher.»

S'exprimant sur France Info, l'ancien Premier ministre français a déclaré que «ce fut un drame épouvantable et dès que nous avons appris l'enlèvement des moines de Tibhirine par le GIA, nous avons utilisé toutes les procédures et

tous les moyens pour essayer d'obtenir leur libération» et que «malheureusement, ces négociations ont échoué. Depuis lors, des rumeurs circulent sur l'origine de ce massacre».

Alain Juppé s'est suffi de prendre acte du témoignage du général français à la retraite. De son côté, Hervé de Charette a qualifié le témoignage de Bushwalter d'«énième version» qui veut faire accroire à «une bévue» de l'armée algérienne.

«J'ai entendu : ce sont des conflits internes entre les civils et les militaires algériens; j'ai entendu : ce sont des règlements de compte menés par les services spéciaux algériens; j'ai entendu : c'est une action du GIA, d'ailleurs, c'était la version officielle ; puis on a dit, ah mais non, c'est une action du GIA mais menée par un groupe très spécial conduit par un dénommé Zitouni mais qui est manipulée par les autorités algériennes», a-t-il dit sur LCI.

«Voici donc la quatrième ou cinquième version des faits. Moi, je m'en tiens à ce que je sais, à ce que j'ai pu voir, et pour le reste, malheureusement, ça restera dans les mystères de l'Histoire.»

S. A. I.

BILAN SEMESTRIEL DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Plus de 42 tonnes de drogue saisies

Au cours du premier semestre 2009, la Gendarmerie nationale a saisi plus de 42 tonnes de résine de cannabis, soit une augmentation de plus de 318% comparativement à la même période de l'année dernière. Selon le colonel Djamel Zghida, chef de la division de la police judiciaire de la gendarmerie, cette situation confirme que l'Algérie est devenue un pays de transit pour le trafic de stupéfiants.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les unités de la Gendarmerie nationale ont traité 1 586 affaires de trafic de stupéfiants au cours du premier semestre de l'année 2009 qui ont conduit à l'arrestation de 2 451 individus.

«Le nombre d'affaires constatées a augmenté de 10% et celui des personnes arrêtées de 7%. Nous constatons donc une évolution sensible de ce phéno-

mène», a expliqué, hier, le chef de la division de la police judiciaire de la Gendarmerie nationale à l'occasion de la présentation du bilan semestriel des activités de ce service.

Cette évolution est nettement perceptible au vu des quantités de drogue saisies : 42 tonnes et 380 kg ! L'augmentation par rapport au premier semestre 2008 est estimée à 318%. «L'essentiel de

cette quantité, soit plus de 22 tonnes, a été saisi dans la wilaya de Béchar. Cette zone frontalière est située sur le passage de l'axe du sud, qui est utilisé par les narcotrafiquants pour acheminer la résine de cannabis vers les pays du Sahel», a souligné le colonel Djamel Zghida.

Par ailleurs, la Gendarmerie nationale a découvert plus de quatre tonnes et demie de drogue sur les plages de neuf wilayas côtières. Ces quantités proviennent d'embarcations devant alimenter les pays européens.

«La situation actuelle tente à prouver que l'Algérie est essentiellement un pays de transit. Il faut, en effet, savoir que la

totalité des affaires de consommation de stupéfiants depuis le début de l'année 2009 ont donné lieu à la saisie de 27 kg.

C'est une quantité infime par rapport aux tonnes de drogue sur l'axe du sud et l'axe maritime», a précisé l'officier.

Globalement, ce bilan fait ressortir une augmentation de 6,53% des affaires traitées en matière de criminalité organisée au cours de ce premier trimestre.

Par ailleurs, les activités de la gendarmerie au plan de la lutte contre la criminalité de droit commun ont connu une baisse de 11,67% par rapport à l'année 2008.

T. H.

ILS OBSERVENT UNE GRÈVE DÈS AUJOURD'HUI

Ça déraile chez les cheminots !

Les cheminots reviennent à la charge. Trois mois après le dernier mouvement de protestation, mené par les conducteurs de train et les mécaniciens, ils observent une grève illimitée à partir d'aujourd'hui.

Le trafic ferroviaire sera donc paralysé sur l'ensemble du territoire national, à la grande surprise des usagers et des pouvoirs publics, car aucun préavis de

grève n'a été donné.

Selon notre source, les initiateurs de ce mouvement de contestation seraient les cheminots de l'Est du pays. Ceux du

Centre seraient moins «emballés» par cette idée, d'après des indiscrétions. Cependant, ils ont fini par s'aligner sur leurs collègues.

Les revendications des travailleurs de la SNTF se résument en l'amélioration de leur situation socioprofessionnelle et sécuritari-

re, l'augmentation des indemnités liées aux risques de travail et aux longs déplacements.

Des revendications auxquelles aucune suite n'a été donnée depuis le dernier mouvement de grève. La SNTF n'a, apparemment, pas respecté ses engagements. Pour rappel, elle a

promis aux conducteurs de train la prise en charge effective de leurs doléances dans un délai de deux mois.

Une chose est sûre, le ministre des Transports, M. Amar Tou, aura du mal à remettre les grévistes «sur les rails».

Wassila Z.